

D'où vient le syndicalisme ouvrier dans le Luxembourg ?

Renée Dresse (Historienne, CARHOP asbl)

Mots-clés: syndicalisme, province de Luxembourg

En Wallonie, la province de Luxembourg renvoie l'image d'un monde essentiellement rural. L'industrialisation y a été tardive et peu concentrée. Sur le plan social, la province n'est pas connue pour ses luttes, ses grèves, ses manifestations. S'il est vrai qu'au 19^e siècle et pendant une bonne partie du 20^e siècle, le syndicalisme ne constitue pas une des pièces fortes du mouvement ouvrier, aujourd'hui, les syndicats luxembourgeois socialiste, chrétien et même libéral sont présents partout dans la province. Personne n'a oublié les grands combats menés à la fin des années 1970 comme, par exemple, contre la fermeture de l'Usine d'Athus qui a rassemblé toutes les forces vives de la province, ou encore les manifestations au début des années 1980 à Arlon en faveur de la reconnaissance du statut des aides familiales et bien d'autres encore.

Le CARHOP donne régulièrement des formations sur l'histoire sociale. Lors d'un module organisé pour les candidats CSC de la province de Luxembourg lors des élections sociales de 2016, de nombreuses questions et commentaires concernent la méconnaissance des débuts du syndicalisme dans la province de Luxembourg. Cet article met en avant les difficultés rencontrées par le mouvement syndical dans une région où le syndicalisme de combat semble longtemps ignoré.

Le syndicat ... pour le monde agricole !

À la fin du 19^e siècle, les premières associations syndicales luxembourgeoises n'ont pas pour cadre les quelques milieux industriels¹ existants mais bien le monde agricole. Leur objet social vise surtout à obtenir des coûts de production moins élevés pour les éleveurs. On est encore loin du syndicalisme de lutte qui est en train de se développer dans le monde industriel, comme par exemple dans le Hainaut, dans la région liégeoise ou encore à Gand et à Alost.

Du côté chrétien, en 1894, sous l'influence du Père Alphonse Cus, promoteur du mouvement agricole luxembourgeois², apparaissent des « syndicats pour l'achat en commun des engrais chimiques et des aliments concentrés pour le bétail ». Appelées Ligues des paysans, la plupart d'entre elles décident de se constituer en unions professionnelles afin de bénéficier de la loi du 31 mars 1898 qui, sous certaines conditions, leur octroie la personification civile. En 1903, le Luxembourg regroupe plus de 125 unions de ce type.

Le mouvement socialiste peine aussi à se développer. Le Congrès du Parti ouvrier belge (POB) de 1892 mentionne « la formation récente » d'une Union des bûcherons de Sugny et d'un groupe de Villers devant Orval³ sans autre précision. D'autres syndicats sont actifs, un certain temps, dans le domaine de l'exploitation forestière : syndicat des bûcherons à Harre, Villers devant Orval, les Sabotiers d'Awenne.

1. Sur le sujet lire : YANTE, Jean-Marie, « La sidérurgie du Sud-Luxembourg belge (1872-1914). Production, mouvements du profit, structure financière des firmes », *Revue belge d'histoire contemporaine*, XVI, 1985, 1-2, p. 87-106.

2. Pour plus d'informations sur le Père Cus, lire DRESSE, Renée, *Organiser le monde agricole, une nécessité pour contrer la crise ? Le cas de la province de Luxembourg au 19^e siècle*, http://www.carhop.be/images/Monde_agricole_2015.pdf; KREINS, Jean-Marie, *Le R. P. Alphonse Cus (1846-1910), Antécédents et action sociale dans la province de Luxembourg*, Arlon, 1996, p. 81-139 (Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg, t. CXXII-CXXIII).

3. *Parti ouvrier belge. Compte-rendu du VIII^e Congrès annuel tenu à Namur les dimanche 29 et lundi 30 mai 1892*, Bruxelles, 1892, p. 24.

Premières grèves et premiers syndicats socialistes

Durant l'automne 1892, une série de meetings ont lieu dans le Luxembourg principalement dans la région de Virton et d'Athus où les ouvriers industriels sont les plus nombreux. Cette initiative prise en charge par le POB n'a que peu de suite et, en juin 1893, un courrier d'un lecteur (un certain J. de Virton) du journal *Le Peuple* signale que « s'il est une partie du pays où la propagande démocratique doit être organisée et menée résolument, c'est sans contradiction dans le Luxembourg et tout particulièrement dans l'arrondissement de Virton. »⁴ Certes la propagande s'organise mais elle est difficile en raison de la dispersion des ouvriers dans la province. En 1895, des premiers candidats socialistes participent aux élections communales et sont élus pour la majorité d'entre eux. Des ligues ouvrières socialistes, bases du mouvement, sont fondées dans le sud de la province. Un journal, *Le Réveil du Luxembourg*, paraît à partir de 1900.

Finalement le socialisme pénètre dans le Luxembourg rural par le biais de la coopération. En 1896, les sabotiers d'Awenne invitent Alphonse Octors, dirigeant de la coopérative *La Maison du peuple* de Bruxelles, pour une conférence sur la coopération le syndicalisme : y participent des bûcherons de Saint-Hubert, des cultivateurs d'Arville, de Nassogne... Mais cette venue est très mal perçue par les patrons. Les sabotiers sont licenciés. Ils réagissent en créant un atelier coopératif de production, *La Saboterie socialiste*. 1896 voit le développement des coopératives dans les zones occupant des ouvriers industriels : *La Prévoyance* à Haut-Fays, *La Salm* dans les ardoisières de la région de Vielsam, *L'Espérance* à Fisenne. Mais si la coopérative éveille un certain intérêt chez l'ouvrier luxembourgeois, il n'en est rien en ce qui concerne le syndicat.

Des tensions sont pourtant bien présentes. En 1887, un conflit a lieu dans une ardoisière à Saint-Médard : il est fait mention des coups de feu sans plus de précision. Le rapport du POB de 1901 fait état d'une grève dans les ardoisières de Martelange. Edmond Jacques⁵ signale un cas identique en 1905, événement qui aurait donné naissance à un syndicat sans que rien ne le confirme. Par contre, le conflit est plus important à Herbeumont où, de juillet à septembre 1900, une grève qui regroupe 35 ouvriers s'oppose à une diminution de salaire. 25 travailleurs non-grévistes sont « forcés de débrayer ». Au final, les 35 grévistes sont licenciés.⁶ Un second conflit concernant 347 carriers répartis dans six sièges d'exploitation a lieu aux carrières d'Herbeumont de mars à mai 1902. En cause : une décision du patron de changer le système de paiement des ouvriers. Après quinze jours, peu d'ouvriers reprennent le travail et les sièges ne fonctionnent qu'à 50% de leur capacité voire pas du tout. Les patrons cèdent car ils ne semblent pas disposer de moyens de pression sur les ouvriers. En effet, une centaine d'entre eux ont trouvé du travail dans la construction du chemin de fer dans la région d'Herbeumont.

Un autre moment fort dans l'histoire du socialisme avant 1914 concerne les campagnes en faveur du suffrage universel. La grève générale de 1902 touche également le Luxembourg plus particulièrement le sud, à Arlon, Athus, Châtillon, Halanzy. La gendarmerie intervient pour protéger notamment les bureaux du journal catholique *L'Avenir du Luxembourg*. À Arlon, garde civique et pompiers sont appelés en renfort.⁷

Malgré ces conflits, peu nombreux il est vrai, ce n'est qu'en 1913 que se constitue un syndicat des carrières des ardoisières à Herbeumont. Elle est la seule organisation luxembourgeoise affiliée à la Fédération nationale de la Pierre et à la Commission syndicale, la structure interprofessionnelle syndicale du POB avant 1914.

Une initiative chrétienne : le Syndicat des francs-métallurgistes gaumais

En dehors d'Athus, la région de Virton rassemble un potentiel important d'ouvriers qui travaillent pour la plupart dans les usines françaises de la région de Longwy.

La première section syndicale chrétienne a pour origine une société de secours mutuels, l'Union Saint-Eloi de Virton. Peu après sa constitution en 1909, cette dernière étudie la montée du socialisme dans la région. L'idée de créer un syndicat en vue d'obtenir quelques améliorations notamment salariales y est acceptée mais en tenant compte de l'« union patron-travailleur » comme le souligne un rapport manuscrit non signé, daté

4. FLAGOTHIER, Robert, 1885-1985. *Histoire des fédérations. Luxembourg*, Bruxelles, 1985, p. 12.

5. *Le Peuple*, 1893, cité dans JACQUES, Edmond, *Le socialisme dans le Luxembourg*, Saint-Mard, 1960.

6. FLAGOTHIER, Robert, *op. cit.*, p. 46.

7. TRIFFAUX, Jean-Marie, *Le Pays d'Arlon et la Gaume. Au fil du siècle*, Arlon, 1999, p. 9.

du 2 novembre ou décembre (écriture quasi illisible) 1909 : « Ayant appris que certain mouvement ouvrier se produisait dans les différentes localités du sud du Luxembourg – tendant à organiser des syndicats – nous décidâmes Mr Gauthier, Mr Galler et moi-même [personne non identifiée] de convoquer séance tenante les membres de l'Union Saint-Eloi...

Le 2, ils se trouvaient être 42 membres de la société et quelques autres réunis au café Gauthier à 21h30. Mr Galler expliqua quelque peu l'utilité et la nécessité du syndicat. À cette heure : union nécessaire du patron et de l'ouvrier pour la restauration économique du pays, l'efficacité du syndicat pour produire cette union, pour obtenir aussi le salaire nécessaire etc. Moment d'ailleurs bien choisi avant la reprise de l'industrie. Il dit un mot des caisses de chômage et de grève et de la Bourse du travail. J'expliquai alors quelle était l'organisation de la Bourse du travail : celle-ci pourrait être établie au sein d'une union professionnelle... »⁸ Ce faisant, les membres de la société répondent aux principes émis par l'Église. Ainsi l'Encyclique *Rerum Novarum*, premier document officiel reconnaissant l'existence de la question sociale, met en avant l'union entre patrons et travailleurs. Cette position est reprise avec force par les Évêques de Belgique et notamment Monseigneur Heylen, évêque de Namur dès 1899.⁹

Les mutualistes ne s'arrêtent pas en si bon chemin. Le 12 décembre 1909, Victor Pary, délégué de la Fédération nationale des francs-mineurs, donne une conférence sur le syndicalisme. Une semaine plus tard, le syndicat se réunit pour la première fois sous la présidence de l'abbé Léon Fontaine, curé de Virton. Le 29, un premier comité est élu.

En janvier 1910, la nouvelle union, le Syndicat des francs-métallurgistes gaumais, obtient sa reconnaissance légale. Cette démarche, jugée nécessaire par ses dirigeants, tend à marquer le fossé qui existe entre l'organisation chrétienne et le syndicat socialiste : c'est « une garantie car dans les associations non reconnues, l'argent passe les trois quarts du temps pour de la propagande politique et nous, nous n'en voulons pas. »¹⁰ La campagne en faveur de l'action syndicale chrétienne est lancée : les conférences se multiplient. Les orateurs y exposent le rôle de défense des intérêts des ouvriers de l'organisation et ... la nécessité d'une cotisation. « Mais quel est le but du Syndicat ? C'est de réunir tous les ouvriers métallurgistes du canton, de les instruire et les aider en cas d'accidents et de conflits. Pour cela, il nous faut une petite caisse et nous devons y verser 25 centimes. Dix vont à la Fédération et nous donnent droit à recevoir le Bulletin syndical. Les 15 centimes vont au syndicat tant pour les frais de bureau que les frais d'avocat car nous fournissons à nos affiliés les secours juridiques en cas d'accident. »¹¹

Un syndicat actif

La première cible du syndicat chrétien de Virton concerne les ouvriers belges frontaliers travaillant dans les usines de la région de Longwy. Leur présence est plus ou moins acceptée par les ouvriers français. Certains syndicats tendent de les faire entrer dans le mouvement, d'autres les considèrent comme un obstacle à la syndicalisation. Le rejet de tout ouvrier étranger même belge atteint des proportions violentes comme le démontrent ces propos contenus dans une lettre anonyme adressée au directeur du Comptoir métallurgique de Longwy en octobre 1901 : « Au nom de mes camarades, je prends la liberté de vous faire savoir si dans les plus brefs délais, tout étranger (sic) nest pas renvoyer pour faire place aux français, nous ferons sauter les ponts et tunnels et les aqueducs de manière à coupé (sic) toutes communications industrielles dans tout (sic) bassins et de mettre la population dans la plus noire misère. »¹² Un autre exemple de rejet : lors de sa fondation en décembre 1906, le syndicat ouvrier de la Fonderie de Charency-Vezin établit un programme de revendications dans lequel figure l'exclusion des ouvriers belges.¹³

8. Fonds CSC Luxembourg, n°96, Rapport manuscrit de la réunion du 2 (février ou décembre) 1909 de l'Union Saint-Eloi.

9. L'Évêché de Namur ira même plus loin dans l'Entre-deux-guerres à Namur en excluant, au nom de cette union, les démocrates-chrétiens des bâtiments du mouvement ouvrier chrétien, situés place L'Illon. Pour plus d'informations, voir DRESSE, Renée, *L'Illon. Histoire du mouvement ouvrier chrétien à Namur (1850-1980)*, CARHOP-CIEP, Namur, 2004.

10. Fonds CSC Luxembourg, Arlon, n° 95. Rapport de l'assemblée générale du Syndicat des francs-métallurgistes gaumais du 2 février 1910.

11. *Ibidem*.

12. Cité dans DORNEL Laurent, *La France hostile. Sociohistoire de la xénophobie (1870-1914)*, Paris, 2004, p. 102.

13. *Idem*, p. 105.

La solidarité ouvrière résiste pourtant. En 1905, une grève a lieu aux usines de Mont-Saint-Martin à la Société des Acières de Longwy où les ouvriers veulent la réintégration des ouvriers licenciés pour avoir fait de la propagande en vue d'une augmentation de salaire. De nombreux Belges sont concernés. La grève éclate et les ouvriers entrent dans l'usine. La troupe intervient et fait un mort: un ouvrier belge.

C'est dans ce contexte difficile que le Syndicat des francs-métallurgistes gaumais entend intercéder en faveur des ouvriers belges occupés en France. En janvier 1910, un courrier demande au ministre belge des Affaires étrangères d'intervenir auprès de son homologue français afin qu'il en retire l'article 9 de la nouvelle loi française sur les tarifs douaniers, jugés discriminatoires. Des démarches sont entreprises auprès des gouvernements belge et français afin que les ouvriers belges bénéficient des mêmes avantages dans le domaine de la pension que les Français. Du côté belge, des interventions en faveur de l'affiliation des ouvriers à la caisse de retraite sont faites auprès du gouverneur de la province de Luxembourg.

Certaines situations sont dénoncées comme la reprise du travail du dimanche à l'usine de Musson alors que le fourneau est arrêté depuis plusieurs mois. Cette activité qui nuit à la pratique religieuse perturbe également la tenue des réunions syndicales: « Cette situation ne peut continuer. Les ouvriers sont comme des machines et n'ont plus le temps de s'occuper de leurs intérêts et de leur devoir religieux. »¹⁴ Le syndicat envisage de demander l'intervention de l'Inspection du travail.

Au niveau des moyens de défense des ouvriers, le recours à la grève apparaît comme de plus en plus probable. C'est pourquoi dès 1911, il est question de créer une caisse de résistance. Ce sera chose faite en 1913 suite à la grève de Gorcy en France.

Conditions de vie et de travail à la veille de 1914

« Il faut surtout parler de l'usine de Gorcy en France. Avant que ne soient implantées les deux usines à Musson et à Halanzy, la plupart des ouvriers de la région, des villages frontaliers, allait travailler plutôt à Gorcy... Il y en avait qui portaient les huit jours avec la louvette comme on disait, sur le dos, avec le manger pour la semaine. Ils s'en allaient et ils ne revenaient que le samedi. Le salaire était meilleur en France que dans l'usine de Musson par exemple. Ce qui attirait les ouvriers, c'est premièrement l'installation de l'usine de Gorcy avant Musson et deuxièmement les salaires...

À ce moment-là, il n'y avait du travail pour un homme que dans ces usines ou alors quelques-uns devenaient des domestiques de ferme. Il y avait assez bien de fermiers dans ces villages. Et alors naturellement les fermiers en profitaient pour prendre un valet ou deux, cela dépendait de l'importance de la ferme. Ils devaient non pas les payer mais les nourrir, c'était tout ce qu'on y gagnait... C'est vous dire que tout le monde était exploité, non seulement l'industriel mais aussi le cultivateur.

Pour savoir vivre, il fallait que l'ouvrier aille au champ. Sa femme devait cultiver, devait savoir élever des chèvres, des cochons, des lapins, des poules. Il fallait cela pour survivre...

Les ouvriers n'ayant pour ainsi dire aucune distraction, que se passait-il à ce moment-là? Etant donné le travail qu'il y avait, le nombre d'heures de prestation (6 jours de 12 heures) et on faisait deux pauses –et quand on changeait de pause, on faisait 24 heures–, la généralité pour les ouvriers qui travaillaient à Gorcy avant d'entrer à l'usine, était de boire leurs deux gouttes à la sortie à midi, à la sortie à 6 heures. Quand on disait qu'on allait boire une goutte, c'est une goutte de 2 sous en 1910. Il y avait des gouttes d'un sou et des gouttes de deux sous. Mais en 1913, les salaires étant montés, parce que mon père gagnait alors 5 francs par jour au lieu de 3 francs 50, on vendait la goutte 4 sous.

Enfin c'était général à ce moment-là: avant d'aller tous à l'usine, ils passaient par leur café et il y en avait pas mal de cafés. Sur le comptoir, toutes les petites gouttes étaient alignées, les ouvriers prenaient leurs gouttes mais ils ne s'arrêtaient même pas. Ils ne payaient pas, ils payaient lors de la paie. Et on allait à l'usine avec les deux gouttes dans le nez...

14. Fonds CSC Luxembourg, Arlon, n° 95. Rapport du Comité du Syndicat des francs-métallurgistes gaumais du 7 mai 1911.

Vers 1910, mon grand-père du côté de maman travaillait à l'usine de Musson comme manœuvre à 2 francs 50 par jour. Il conduisait les chevaux qui tiraient les wagons de la gare vers l'usine. Un jour, il a été coincé entre deux wagons et on a dû lui couper une jambe. Il est mort des suites de cet accident durant la guerre de 1914. Je me rappelle que ma grand-mère avait pour lui, une pension de 1 franc par jour.

Mon père a travaillé à Gorcy à 15 ans comme commissionnaire entre les services, porter les papiers d'un bureau à l'autre. Quand il a eu 17-18 ans, il est devenu maçon dans les fours Martin où on réchauffe les fers pour les passer au laminoir. Il gagnait 5 francs par jour car c'était dangereux. Quand on rentrait là-dedans pour réparer les fours, on y entrait à 60°degrés de chaleur. On y posait une brique, puis on se sauvait. Pour gagner plus, il faisait cela. Si l'ouvrier était blessé, il y avait une infirmerie mais il fallait être blessé sérieusement pour qu'on s'en occupe. Autrement il fallait tirer son plan parce que si on n'allait pas travailler le lendemain, on ne gagnait rien. Il n'y avait pas de sécurité sociale à cette époque, pas d'allocations à côté du salaire. Au point de vue du travail, il fallait donner le plus possible et au point de vue de la santé, on n'y faisait pas attention...

La Société métallurgique de Gorcy avait pour spécialité, une tréfilerie, une pointerie et une boulonnerie. A la tréfilerie, on y faisait le fil de clôture, le fil rond... On y faisait aussi le treillis de différentes sortes et certains étaient galvanisés... Pour les galvaniser, il fallait les passer dans un bain d'acide. Et les tréfileurs qui faisaient ce travail, respiraient tous les jours cet acide. Ceux-là, ce n'était pas un litre d'alcool qu'ils buvaient par jour mais deux à cause de cet acide qui leur rongait l'intérieur. Les femmes étaient occupées à la boulonnerie ou à la pointerie. Le travail des femmes dans ces secteurs a été aboli tout de suite après la guerre dans les années 1920 à cause de la mécanisation.

Extrait de l'interview de Roland Gérard, dans Interviews de travailleurs du sud-Luxembourg – Athus Musson, Mémoire ouvrière, octobre 1979.)

Le syndicalisme chrétien à la veille de la guerre

Petit à petit les ouvriers luxembourgeois s'intéressent au syndicalisme. De nouvelles sections syndicales sont fondées. En 1912, le rapport d'activité de la Confédération des syndicats chrétiens, nouvellement créée, recense quatre syndicats dans la province : le Syndicat des francs-métallurgistes gaumais, une section de travailleurs de la pierre à Martelange et à Herbeumont et une section de mineurs (ardoisiers) à Morthéhan (Cugnon).

Sur décision de l'Évêque de Namur, l'action syndicale s'organise également sur une échelle diocésaine (Namur-Luxembourg). Vers 1911, l'abbé Jean Pierlot, fondateur du mouvement syndical et coopératif à Namur et directeur du Secrétariat des unions professionnelles chrétiennes de la province de Namur, voit sa tâche s'élargir à la province de Luxembourg. Le siège du Secrétariat est situé place L'Illon à Namur, donc loin du cœur syndical luxembourgeois. On ignore le rôle exact de Jean Pierlot dans le développement du syndicalisme luxembourgeois. Malgré l'existence de liens familiaux étroits –sa famille est propriétaire d'ardoisières à Herbeumont– il est surtout présent à Namur où il se préoccupe de développer le mouvement ouvrier chrétien (coopératives, œuvres féminines, etc.).¹⁵ Néanmoins, il ne faut pas exclure une certaine influence sous forme de contacts avec l'abbé Fontaine, le promoteur des organisations ouvrières dans l'arrondissement de Virton.

Les débuts du mouvement syndical dans le Luxembourg sont somme toute modestes à la veille de la Première Guerre mondiale, surtout si on les compare à la présence déjà importante du syndicalisme essentiellement socialiste dans les régions industrielles de Liège et du Hainaut. La dispersion des ouvriers dans la province en est la raison principale. Finalement deux secteurs d'activité, la sidérurgie à Athus et les ardoisières, offrent aux défenseurs de la classe ouvrière une assise suffisamment solide pour permettre le développement du syndicalisme.



15. Pour plus de détails, voir DRESSE, Renée, *L'Illon* op. cit.